Commune de LA VESPIERE-FRIARDEL

Procès- verbal du 11 juillet 2019

L'an deux mille dix- neuf, le jeudi onze juillet à dix-neuf heures trente minutes, les membres du conseil municipal de la commune, légalement, convoqués se sont réunis dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. BALLOT, maire.

Sont présents :

Mrs Sylvain BALLOT, Denis CHERON, Serge DROUET ; Mmes Bernadette DUVAL, Annick FONTAINE, Brigitte GOSSET ; M Kléber GRENIER ; Mmes Yvette HOYER, Mauricette LECLAVIER; Mr Fabien LECOMTE ; Mme Marcelle LEJEUNE; M Lionel PAUL ; Mme Vanessa PINCHARD ; Mrs Alain POUSET, Jean-Pierre TISSIER ; Mme Christine VIEL.

Pouvoirs : M Denis NOYEAU à M Sylvain BALLOT
M Olivier LEGUENNEC à M Lionel PAUL

Absent excusé : M de CHANAUD Marc

Absents non excusés : Mrs Philippe BREDEAUX, Jacky GRENIER, Laurent LEMENAGER.

ORDRE DU JOUR

- *Nomination d'un secrétaire de séance*
- *Approbation du compte-rendu du 8 avril 2019*
- *Délibération accord de garantie sur emprunt CDC/PARTELIOS*
- *Délibération pour travaux VIGILEC Chemin du Village du Canteloup*
- *Délibération pour autorisation signature convention avec PIZZA et COMPAGNIE*
- *Délibération pour signature bail RESTOUT-VITET*
- *Questions diverses*

Secrétaire de séance Mme Marcelle LEJEUNE

Avant l'ouverture du conseil M le Maire demande l'autorisation de rajouter à l'ordre du jour une délibération urgente concernant la communauté d'agglomération et le FPIC, ce qui est accepté à l'unanimité.

APPROBATION DU COMPTE-RENDU DU 7 JANVIER 2019

Aucune observation n'étant faite, le compte-rendu du 8 avril 2019 est approuvé à l'unanimité.

DELIBERATION AUTORISATION RATTRAPAGE SUR AMORTISSEMENTS LOGICIELS

M le Maire indique au conseil que l'amortissement du compte 2051 (concessions et droits similaires) est obligatoire. Monsieur DRIE, Trésorier de Livarot demande donc une délibération en ce sens avec un rattrapage du compte. Il est proposé pour ce compte une durée d'amortissement de 5 ans et pour les valeurs inférieures à 1000 € réduire à un an.

Concernant les rattrapages des immobilisations du compte 2051 non amorties, Monsieur le Trésorier demande de prendre une délibération l'autorisant à effectuer les rattrapages par débit du compte 1068 et crédit du compte 28051 comme suit :

F/M10	382.89 €
F/M15.3	857.95 €
F/2007.1	215.28 €
L1	1 783.18 €
LICENCE 1	1 538..86 €
LICENCE 10	2 156.54 €
LICENCE 11	4 000.00 €
LICENCE 2	2 917.26 €
LICENCE 3	209.68 €
LICENCE 4	1 298.01 €
LICENCE 5	309.96 €
LICENCE 6	1 124.24 €
LICENCE 7	657.80 €
LICENCE 8	385.11 €
LICENCE 9	153.09 €
2008/1	174.62 €
2008/2	442.87 €
2008/3	352.82 €
2013/1	2 547.48 €
2013/2	71.01 €
2013/3	71.76 €
2013/4	203.32 €
2015/8	3 836.16 €
2016-1	1 959.59 €
2016-14	209.59 €

Soit un montant de rattrapage de **27 859.07 €**

Le conseil municipal décide de fixer à 5 ans la durée d'amortissement du compte 2051 et pour les valeurs inférieures à 1 000 € durée réduite à un an et autorise Monsieur le Trésorier à effectuer les rattrapages par débit du compte 1068 et crédit du compte 28051 pour un total de 27 859.07 €.

DELIBERATION ACCORD DE GARANTIE SUR EMPRUNT CDC/PARTELIOS

Monsieur le Maire informe les membres du conseil de la demande de PARTELIOS Habitat concernant la garantie sur emprunt à hauteur de 50 % nécessaire au financement de la réhabilitation de 14 logements rue de la Bouille sur le territoire de la commune, et d'un montant de 414 000 €.

La prise de garantie par la commune se fait au vu du contrat de prêt qui a été signé et joint en annexe.

Le conseil municipal :

Article 1 : Le conseil accorde sa garantie à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant de 414 000 € souscrit par PARTELIOOS Habitat auprès de la Caisse de Dépôts et Consignations selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 97764 constitué de 2 lignes du prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrale de la présente délibération.

Article 2 : La garantie de la commune est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par PARETELIOS Habitat dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse de Dépôts et Consignations, la commune s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à PARETELIOS Habitat pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement ;

Article 3 : Le conseil municipal s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

DELIBERATION POUR TRAVAUX VIGILEC CHEMIN DU VILLAGE DU CANTELOUP

Monsieur le Maire rappelle les travaux d'effacement des réseaux qui ont été effectués chemin du village du Canteloup. En ce qui concerne la partie Télécom, le devis de l'entreprise VIGILEC n'ayant pas été signé, celle-ci ne peut pas établir la facture pour règlement.

Monsieur le Maire demande l'autorisation de signer le devis afin de régulariser cette situation.

Le conseil municipal autorise Monsieur le Maire à signer le devis d'un montant de 8 640.42 € TTC, et charge celui-ci de procéder au règlement.

DELIBERATION POUR AUTORISATION SIGNATURE CONVENTION AVEC PIZZA ET COMPAGNIE

M le Maire rappelle aux conseillers la demande par courrier en date du 8 février 2019 de M BOUVIER Christophe concernant l'installation d'un distributeur automatique de pizzas de 6 m², angle Rue du Commerce et Rue de Beausoleil.

M le Maire, suite à l'accord qui a été donné lors d'une précédente réunion de conseil, propose de signer une convention de mise à disposition du terrain moyennant le prix de 250 € / an pour l'occupation du domaine public.

Il est rappelé que les travaux pour l'installation de ce distributeur ont été totalement à la charge de Monsieur BOUVIER. Le conseil municipal autorise M le Maire à signer une convention de mise à disposition du terrain moyennant la somme de 250 € / an

DELIBERATION POUR SIGNATURE BAIL RESTOUT/VITET

M le Maire fait un rappel aux membres du conseil sur l'historique de ce dossier.

Lors de précédentes réunions il a été proposé de mettre le bâtiment communal de Friardel à la location.

Le terrain sur lequel est édifié ce bâtiment est cadastré section D n° 167.

Par mail en date du 21 janvier 2019, Mme VITET et M RESTOUT ont donné leur accord pour louer celui-ci.

M le Maire propose cette location moyennant le prix de 150 € mensuel et demande l'autorisation de signer le bail chez Maître ROUAUL, qui remplacera celui établi par la Commune de Friardel chez Maître JONVAL.

Le Conseil municipal charge M le Maire à signer le bail de location chez Maître Rouault Notaire à Orbec, et décide de fixer le loyer à 150 € mensuel, qui s'ajouteront au loyer actuel de l'habitation et du terrain d'exploitation des serres.

DELIBERATION COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION - FPIC-

Monsieur le Maire informe les membres du conseil, que suite à la réunion de la CALN en date du 27 juin 2019 concernant le FPIC (Fonds de Péréquation des Ressources Intercommunal et Communal) il est nécessaire de délibérer sur son approbation.

Le FPIC a été mis en place en 2012. Il constitue le 1^{er} mécanisme national de péréquation horizontale pour le secteur communal.

Il s'appuie sur la notion d'ensemble intercommunal, composée d'un EPCI (établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre) et de ses Communes membres.

Le FPIC consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

Le Pacte Financier et Fiscal de Solidarité approuvé en 2017 par le conseil communautaire prévoit :

- D'assurer la progressivité du FPIC dès 2017 à la communauté d'agglomération (délibération nécessaire chaque année) pour accompagner sa mise en place et le développement de ses projets

- Pour toutes les communes, figer les montants 2016 du FPIC (au droit commun) offrant ainsi une garantie de recettes aux communes pour l'avenir tout en favorisant la solidarité entre l'ensemble des Communes membres.

La non-application du Pacte entraînerait une perte de recettes pour la Communauté d'Agglomération mais également pour plusieurs Communes.

HYPOTHESE PROPOSEE PAR LA CLET	2019
FPIC TERRITOIRE	2 091 151
MONTANT AUX COMMUNES BASE 2016 (l'écart constaté par rapport au tableau ci-dessus est dû au départ de Vendevre et de Condé sur Ifs)	1 123 889
PART EPCI	967 262

Conformément au Pacte Financier et Fiscal de la Communauté d'Agglomération, le conseil communautaire a approuvé à l'unanimité cette répartition libre en 2017 et 2018.

Lors du conseil communautaire du 27 juin 2019, 3 conseillers ont voté contre cette répartition libre.

Par suite, conformément à l'article L2336-5 II 2° du CGCT, le conseil communautaire ayant statué à la majorité des 2 tiers des suffrages exprimés, la répartition libre peut être approuvée si l'ensemble des conseils municipaux des communes membres se prononce favorablement.

A défaut de délibération dans le délai de 2 mois à compter de la délibération du conseil communautaire, l'avis du conseil municipal est réputé favorable.

Vu le Code général des collectivités territoriales

Vu le Pacte Financier et Fiscal de Solidarité

Vu l'avis à l'unanimité de la Commission Locale des Charges Transférées en date du 13 juin 2019

Vu l'avis favorable à l'unanimité de la Commission Finances en date du 18 juin 2019

Vu l'avis favorable du Conseil Communautaire à la majorité des 2 tiers le 27 juin 2019

Le conseil municipal par 16 POUR et 2 ABSTENTIONS, APPROUVE une répartition libre du FPIC au titre de l'année 2019, ARRETE la répartition entre Communes sur la base des montants 2016 selon l'annexe jointe.

QUESTIONS DIVERSES

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21 heures 45